

Identité nationale : un mythe dangereux

Bien que la gauche, l'extrême gauche, les libertaires et de nombreux intellectuels aient refusé de participer au débat organisé par le gouvernement, les conséquences politiques de cette discussion nous concernent tous : que ce soit la légitimation de la xénophobie au nom d'arguments dits "culturels" ; la multiplication des contrôles policiers pour atteindre des quotas sans cesse croissants d'expulsions ; le renforcement de l'arbitraire administratif et judiciaire contre les "étrangers" ; la mobilisation d'une partie de la population de France contre une autre ; et la précarisation accrue d'une partie du prolétariat (les "*immigrés en situation irrégulière*") au nom de la prétendue "*régularisation par le travail*".

Ce débat concerne bien sûr les 3,5 millions d'étrangers qui vivent sur le territoire français, mais aussi tous ceux qui ont été naturalisés et dont la carte d'identité arbore une photo avec un faciès pas tout à fait gaulois. Il concerne tous les enfants, les ados, les jeunes qui ont de la famille dans au moins deux pays différents et qu'on somme aujourd'hui de choisir entre leur prétendue "identité nationale française" et une autre prétendue "identité nationale". C'est le fameux et sinistre : "*Tu aimes la France, ou tu la quittes*". Enfin, il concerne tous ceux qui sont conscients des enjeux plus larges qui se cachent derrière cette discussion.

Avant d'aborder ces enjeux, qui sont fondamentaux pour comprendre la fonction politique de ce débat, il faut d'abord se livrer à un petit rappel historique. En effet, si l'on se limite à une critique de la fonction politique de ce débat (gêner la gauche avant les régionales, attirer les voix du Front national), on fait preuve à la fois de paresse intellectuelle et d'une cécité politique suspecte. On se contente de répéter le même argumentaire antipétainiste et antifasciste depuis plus d'un demi-siècle : "Vichy revient", "De Gaulle c'est le fourrier du fascisme", "Pompidou c'est la fascisation rampante", "Giscard c'est le pétainisme", "Sarkozy c'est Vichy 2" et autres absurdités.

"Identité nationale" et immigration : quelle relation ?

Il est d'usage, dans les milieux militants de nier tout lien entre ces deux questions. Cette attitude est parfaitement justifiée si l'on veut dire que toute personne qui vit en France devrait avoir le droit d'y séjourner et d'y travailler, voire d'en acquérir automatiquement la nationalité si elle le désire. Mais combien de syndicats, mènent la bataille pour que les étrangers bénéficient de tous les droits sociaux et politiques et qu'ils aient une carte d'identité ou un passeport du pays dans lequel ils résident s'ils le souhaitent ? Même s'il repose sur une sympathique indignation morale, ce refus de vouloir examiner le lien entre les deux questions permet à la gauche d'adopter une posture radicale, tout en ne prônant aucune mesure concrète en faveur des "étrangers" ;

elle empêche surtout de réfléchir à l'histoire particulière du capitalisme et de l'État français.

La France est restée un pays de paysans, et de petits propriétaires, beaucoup plus longtemps que ses voisins européens les plus développés. Cette situation s'explique à la fois par un calcul politique des classes dominantes et par une farouche résistance de la paysannerie française face à l'industrialisation. Les gouvernements du Second Empire puis de la Troisième République ont voulu s'appuyer sur une masse de petits propriétaires paysans. Ils ont en effet souhaité éviter à tout prix les conséquences sociales et politiques d'un exode rural massif. Pour cela ils ont d'abord massivement "importé" de la main-d'œuvre étrangère qualifiée (des artisans suisses, belges, allemands, au XIX^e siècle). Puis ils ont fait venir des travailleurs non qualifiés ou peu qualifiés d'Europe, puis d'Afrique, d'Asie et de Turquie. La présence d'une main-d'œuvre étrangère importante sur le territoire français a donc fait débat dès la fin du XIX^e siècle.

Dans ces débats, on a délibérément négligé plusieurs phénomènes importants :

- l'immigration a permis à une bonne partie des fils de paysans, plutôt que de devenir des ouvriers non qualifiés dans l'industrie, de devenir employés, petits fonctionnaires ou instituteurs ;

- dans les usines elles-mêmes, l'immigration a permis à une partie des ouvriers français de tenir les postes les plus qualifiés et de grimper un peu dans la hiérarchie de l'usine, d'accéder à des postes de contremaître ou de chef d'équipe ; l'immigration a permis à leurs enfants d'avoir davantage de chances d'étudier ou d'échapper aux mines et aux bagnes industriels.

Pour simplifier, c'est autant la présence d'une main-d'œuvre étrangère non qualifiée que le développement de l'industrie (et de l'instruction publique), qui ont permis à beaucoup de Franco-Français de vivre mieux que leurs parents ou que leurs grands-parents, ouvriers ou paysans. Sans oublier, bien sûr, le rôle des luttes ouvrières qui ont considérablement élargi les droits des travailleurs, malheureusement en plaçant toujours au second plan ceux de leurs frères immigrés.

Un débat récurrent depuis les débuts de la Troisième République

Ce débat a pris une tournure particulière parce que la France disposait d'un empire colonial. À la xénophobie anti-allemande ou anti-italienne, est venu s'ajouter le racisme anti-arabe ou anti-africain. Bien sûr, le discours colonial républicain a toujours prétendu assimiler les personnes "étrangères", à partir de considérations universalistes. Son objectif était d'"élever" (!) les "indigènes"... dans le respect des valeurs républicaines.

Aujourd'hui l'UMP et Sarkozy oscillent entre une politique d'intégration traditionnelle (l'assimilation prônée par la droite et la gauche) et une politique plus proche du multiculturalisme anglo-saxon, sans vraiment choisir entre les deux.

Quant aux bagarres politiques et juridiques pour définir qui est vraiment Français et qui ne l'est pas, qui a le droit de travailler ou de vivre en France, ces discussions ne datent pas de la présidentielle de 2007. Elles sont récurrentes depuis le XIX^e siècle et elles n'ont jamais vu les syndicats et partis de gauche défendre une position clairement antinationaliste et encore moins anationaliste. Il suffit de mentionner la question de la préférence nationale dans la fonction publique ou du droit de vote des étrangers, pour l'illustrer.

Le fichage des citoyens et des étrangers, une tradition bien française

Le fichage et le flicage des "étrangers" sont toujours allés de pair avec les débats parlementaires sur l'identité nationale pendant le XIX^e siècle et le XX^e siècle. Ils sont allés de pair aussi avec de multiples lois et circulaires répressives - bien avant le CESEDA, ce Code du séjour des "étrangers" voté en 2006.

Dès les années 20, l'État français était un modèle de répression des "étrangers" pour tous les États du monde capitaliste occidental. À l'époque, des responsables des services américains de l'immigration vinrent étudier à Paris le système de fichage de la population étrangère mis au point par la préfecture de police, fichage exemplaire à une période où n'existaient pas encore les ordinateurs et les empreintes génétiques. Le fichage des citoyens et des "étrangers" est donc une tradition "nationale", de tous les régimes politiques républicains depuis 1870, et bien antérieure à Sarkozy. La discussion sur les fameuses et les fumeuses "valeurs républicaines" a plus d'un siècle. Et sur ce point il y a toujours eu beaucoup plus de convergences entre la droite et la gauche, que de divergences.

Baisse de la natalité et peur de l'"invasion" étrangère

Derrière la discussion sur l'identité nationale pointe également une peur récurrente d'une "invasion" étrangère, clandestine ou pas, et cette peur a été créée par un facteur très concret : la baisse de la natalité. Cette peur agite les politiciens depuis

que les démographes ont découvert, à la fin du XIX^e siècle, que les paysans français puis les ouvriers pratiquaient la contraception et la limitation volontaire des naissances.

Après la défaite de 1870 et face à la rivalité avec l'Allemagne, cette baisse de la natalité a poussé les hommes politiques français à faciliter les conditions de séjour, puis de naturalisation des "étrangers". Entre les deux guerres, cette peur de l'"étranger" a persisté, avec des tendances contradictoires : d'un côté, le patronat voulait continuer à "importer" de la main-d'œuvre surtout après la saignée provoquée par la Première Guerre mondiale ; mais, de l'autre côté, l'État français voulait contrôler ce qu'il appelait les "flux migratoires" afin de pouvoir se servir encore une fois des "étrangers" comme boucs émissaires face à la crise et de les précariser au maximum.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'État a de nouveau ouvert les frontières, pour les refermer à partir de 1974. En période de crise économique, le débat sur l'identité nationale, avec sa composante démographique cachée, revient sur le devant de la scène politique, en période de prospérité il recule. Mais derrière ce débat, il y a toujours la peur d'une baisse démographique qui "noierait" la fumeuse "identité française" sous un tsunami d'étrangers "barbares".

Au-delà de ce rappel historique, si l'on veut comprendre la discussion sur l'identité nationale en France, il faut aussi la resituer dans le cadre de débats qui traversent tous les pays européens.

Un débat européen

Si l'on tient à repérer les origines plus récentes de ce débat, l'initiative ne vient pas du tout de l'UMP française mais des chrétiens-démocrates allemands. Ce n'est sans doute pas un hasard si ce débat a commencé en Allemagne : cela semble logique lorsque deux États (la RFA et la RDA) qui s'étaient combattus idéologiquement pendant 50 ans se réunifient

Quizz de la bêtise nationaliste : qui a dit quoi ?

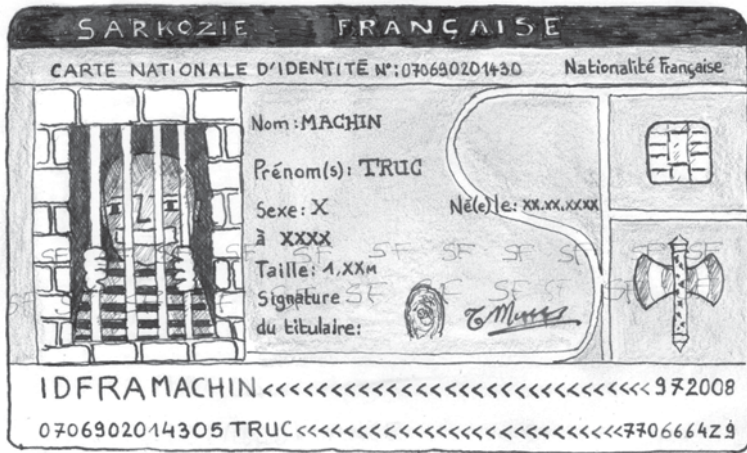
"La biologie profonde du peuple français en fait un groupe à part, distinct des autres peuples et destiné à devenir une élite pour le monde" (1).

"L'identité de la France est un patrimoine vivant. Que cette identité soit précieuse, nous l'affirmons. Qu'elle doive être défendue, nous en convenons" (2).

"S'il n'en était que de vous, je ne serais pas Français. Quelle perte ce serait pour la France !" (3).

"Il faut (...) revendiquer le drapeau tricolore qui appartient à tous, pas seulement à la droite. (...) la Nation est à l'origine un concept de gauche" (4).

1. Valéry Giscard d'Estaing.
2. Manuel Valls.
3. Nicolas Sarkozy (face à Le Pen)
4. Ségolène Royal.



brusquement. Le nationalisme allemand a pris une nouvelle vigueur, après avoir adopté un profil bas pendant presque un demi-siècle. Mais c'est surtout la chute de l'empire soviétique et la fin des blocs qui ont provoqué une remise en question du rôle de l'Europe à l'échelle mondiale, et aussi des rapports de force entre chaque État européen, donc un regain des nationalismes.

Les chrétiens-démocrates allemands ont lancé la discussion sur l'identité nationale dans leur pays il y a une quinzaine d'années, puis ils l'ont exportée aux Pays-Bas avec un grand succès. En Hollande, ce débat a renforcé le courant national-populiste xénophobe et poussé le Parlement néerlandais à revenir sur la politique multiculturaliste qu'il prônait et pratiquait depuis des années.

Cette discussion internationale sur l'identité de chaque pays européen est donc liée aux transformations que connaît l'Europe, depuis la fin de la guerre froide, et aux effets de plus en plus évidents de la mondialisation capitaliste sur ce continent.

Trois peurs et trois phénomènes européens

Les partisans de l'identité nationale essaient de manipuler trois peurs provoquées par trois phénomènes qui concernent tous les pays d'Europe, même si ce n'est pas dans les mêmes proportions.

Le premier phénomène est la présence sur le territoire européen d'une dizaine de millions de travailleurs dits "extracommunautaires", ou "allochtones", en clair africains, asiatiques, turcs et latino-américains. Ces travailleurs ont l'intention de s'installer en Europe, au moins pour quelques années, et plusieurs millions d'entre eux ont acquis ou vont acquérir la nationalité européenne. Il faut ajouter à ces dix millions d'"extracommunautaires" une douzaine de millions d'Européens qui ne vivent et ne travaillent pas dans leur pays d'origine. Vingt-deux millions sur 450 millions d'habitants cela ne représente pas un grand pourcentage de la population européenne totale, mais suffisamment pour être l'objet de toutes sortes de manipulations politiques et de peurs irrationnelles. À moins de prétendre qu'il y ait des millions de travailleurs clandestins

supplémentaires... ce que ne se privent pas d'affirmer la droite et l'extrême droite.

Le second phénomène est l'existence de l'Union européenne qui est en train de s'engager dans un projet fédéral dont on ignore s'il se réalisera un jour et quelle forme il prendra, mais dont on sait déjà qu'il remet en cause le pouvoir et les attributions de chaque État. La construction de l'UE ravive toutes sortes de peurs nationales voire régionales (cf. La Ligue du Nord, mais aussi les partis nationalistes catalan, basque, écossais, flamand, etc.), qui sont exploitées par les partis conservateurs et d'extrême droite.

Le troisième phénomène est la série de crises de plus en plus profondes, qui, depuis le premier choc pétrolier d'octobre 1973, ont abouti à des restructurations, à la création de nouvelles entreprises internationales ou transnationales, à des licenciements de masse, à une montée du chômage, à la disparition de secteurs économiques entiers (mines, textile, sidérurgie, chantiers navals, etc.), à la vente d'entreprises publiques à des transnationales (vente suivie de leur démantèlement et de "dégraissages" massifs), etc. Ces crises donnent l'occasion à tous les partis conservateurs de se servir des "étrangers" comme boucs émissaires. Et ces crises gênent considérablement les partis et syndicats de gauche.

Retour sur trois définitions

Pour terminer, après avoir rappelé le cadre historique et européen du débat, je crois qu'il faut aussi s'attaquer aux termes mêmes qui sont employés et à leur caractère politiquement dangereux.

Prenons d'abord la définition de l'identité selon *Le Robert* : "fait pour une personne d'être tel individu et de pouvoir être également reconnue pour tel sans nulle confusion grâce aux éléments (état civil, signalement) qui l'individualisent". L'identité se réduirait à l'apparence physique (ce que le dictionnaire appelle pudiquement le "signalement", et qui peut ouvrir la porte à un fichage ethnique "volontaire", comme c'est le cas aux États-Unis) et à la possession d'une carte d'identité, qui est une question purement juridique et administrative. On me permettra de douter qu'un individu puisse se réduire à ces éléments matériels-là, même s'ils sont très utiles pour la police et la justice, afin de fichier les individus ou définir leurs droits.

S'interroger sur l'identité nationale, c'est croire ou prétendre que l'identité d'un groupe imaginaire (ethnie, peuple, nation, etc.) serait éternelle, immuable. C'est minimiser ses différences internes, pour maximiser ses différences externes. Cela a toujours servi à justifier les guerres, les invasions, aujourd'hui les interventions "humanitaires". L'identité nationale repose sur des sentiments (1) (l'amour de la patrie, la fierté d'entendre un hymne, la nostalgie d'un son, d'une odeur, d'un plat, etc.). Les politiciens jouent sur la puissance de ces émotions pour créer une communauté politique imaginaire, et surtout renforcer le pouvoir de l'État et de ses institutions répressives. "Aimer la France" c'est en fait aimer l'État, ses partis, ses lois répressives et s'en faire l'ardent défenseur.

(1) Dans le recueil de platitudes consternantes publié par l'Institut Montaigne et intitulé *Qu'est-ce qu'être français ?*, l'expression qui revient le plus souvent sous la plume des auteurs est "se sentir français". Tout un programme !

La nation : un concept au service de l'État

L'UMP se gargarise avec ce terme dont le sens a beaucoup évolué depuis le XIX^e siècle. Il est loin le temps (1907) où Gustave Hervé pouvait consacrer tout un livre (*Leur patrie*) à la dénonciation de la patrie tout en concluant : "Une patrie, c'est cela ! C'est cette monstrueuse inégalité sociale, cette honteuse exploitation d'une nation par une classe privilégiée". La droite et l'extrême droite n'ont jamais vu de grande différence entre la patrie et la nation, alors que la gauche et l'extrême gauche ont souvent eu tendance à opposer la mauvaise patrie (idée néfaste au service des classes dominantes) et la bonne nation (sous-entendu le peuple).

Quoi qu'il en soit, si l'on croit la définition du *Robert*, le sens du terme **nation** est assez clair du point de vue politique : "groupe humain constituant une communauté politique établie sur un territoire défini et personnifié par une autorité souveraine". Pourtant, cette définition est peu opératoire car il existe des États sans nation unique (Royaume-Uni, Espagne), des nations sans État unique (Kurdes) et même des nations (des "peuples") qui ne veulent surtout pas d'État (les Roms).

La définition juridique fournie par le dico n'est pas meilleure car elle indique que la nation serait une "personne juridique constituée par l'ensemble des individus composant l'État". Cette définition implique que si le chef d'un État dit démocratique prend une décision, tous les citoyens membres de cet État sont engagés par sa décision, puisqu'ils ne forment qu'un avec le Président qui représente et incarne la Nation.

On voit que derrière la neutralité apparente des mots, il s'agit d'obliger les individus à respecter l'"autorité souveraine" d'un État, et à taire ou à minimiser ce qui différencie ou caractérise chacun de nous.

La culture, dernier rempart des identitaires de droite comme de gauche, voire d'extrême gauche

Selon *Le Robert*, la culture serait l'"ensemble des aspects intellectuels d'une civilisation". Cette définition ne nous apprend rien et est même plutôt inquiétante car, au mot "civilisation" le dictionnaire nous indique d'abord qu'il s'agirait de l'"ensemble des caractères communs aux vastes sociétés les plus évoluées". Un peu plus loin, *Le Robert* précise que la culture désigne les "phénomènes sociaux, religieux, moraux, esthétiques, scientifiques, techniques propres à une grande société ou à un groupe de sociétés". Mais cette définition exclut elle aussi les petits "peuples" (encore un terme piégé !), les petites sociétés humaines, ou celles dont l'histoire n'a pas eu un rayonnement international ou universel.

La "culture" d'une nation ou d'un peuple se réduit le plus souvent pour les démagogues, les politiciens et les chefs religieux, à un ensemble de normes et de traditions qui n'ont aucune rationalité particulière, et que personne ne peut critiquer. La "culture" est souvent un instrument d'exclusion, car elle est la référence incontournable de l'unicité et de la

fermeture d'un groupe aux influences extérieures qui la "menacent". Derrière la dénonciation de l'écrasement des "cultures" nationales et régionales au profit d'une "culture" mondialisée (sous-entendu américaine ou "impérialiste"), il y a souvent une volonté de hérissier des barbelés autour de chaque culture régionale ou nationale afin de faciliter l'ascension de tel ou tel parti qui désire accéder à la mangeoire étatique : en Europe, les nationalistes flamands, irlandais, catalans, écossais, basques, corses, bretons, etc., n'ont aucune intention de mettre fin à l'exploitation de l'homme par l'homme.

Qu'il s'agisse de l'identité, de la nation, du peuple ou de la culture, tous ces termes sont piégés. En effet, ils ont surtout pour fonction de mettre tous les individus dans le même sac. Ils servent à nous faire oublier qu'un ouvrier basque n'a pas les mêmes intérêts que son patron basque ; qu'un travailleur sans-papiers chinois n'a pas les mêmes intérêts que son marchand de sommeil chinois ; que le fait d'avoir la même carte d'identité qu'un flic ou un militaire français ne m'oblige nullement à le respecter au nom d'une prétendue "citoyenneté" commune, ni à croire que la police est faite pour protéger les braves gens ou que l'armée française va instaurer la "démocratie" en Afghanistan.

Tout ce qui aboutit à une quelconque union ou paix entre les classes, à une union nationale, au bénéfice d'un État freine et dévoie toujours les luttes des travailleurs. En ce moment, en France, comme dans le reste de l'Europe, on remarque un inquiétant durcissement à droite avec ce thème de la prétendue "identité nationale". Mais on constate aussi qu'il est relayé par la gauche nationaliste, souverainiste, voire altermondialiste. Cette montée du nationalisme qu'il soit français ou qu'il soit européen doit nous alerter, nous mobiliser et nous inciter à développer un solide argumentaire, sous peine de laisser l'initiative à l'adversaire.

Yves Coleman □

Petite bibliographie

Trois lectures utiles :

- Gérard Noiriel, *Immigration, antisémitisme et racisme en France (XIX^e-XX^e siècle)* - *Discours publics, humiliations privées*, Fayard, 2007 (un bouquin indispensable, tout comme *Le creuset français et Les ouvriers dans la société française du même auteur*).

- De Fabel van de illegaal, *La Fable de l'illégalité : sans papiers, immigration et intégration forcée aux Pays-Bas*, 360 p., Éditions Ni patrie ni frontières, 2008 (les Pays-Bas sont un laboratoire pour toutes les mesures de régression sociale, la xénophobie d'État et le populisme).

- Karim Landais, *Anarchisme, nation, identité, culture. Régionalisme, nationalisme et anarcho-indépendantisme*, Orphéo Éditions et Ni patrie ni frontières, 184 p., 2008 (une critique féroce et intelligente de toutes les illusions sur les prétendues vertus progressistes du nationalisme).